

Allocution de Nana Akufo-Addo

Ministre des affaires étrangères du Ghana et représentant
du président de l'Union Africaine

*Prononcée le 22 mai 2007 lors de la cérémonie d'ouverture du Forum pour le
Partenariat avec l'Afrique tenu à Berlin, Allemagne.*

C'est un grand honneur pour moi que d'être ici en tant que représentant du président de l'Union Africaine, le président de la République du Ghana, son Excellence John Agyekum Kufuor, pour participer à cet événement important. Investi de ce rôle, mon humble personne a le privilège de partager cette estrade avec le Premier ministre danois, M. Anders Fogh Rasmussen, le président de la puissante OCDE et la Chancelière de la République fédérale allemande, première dirigeante élue de l'Allemagne, Mme Angela Merkel, pour m'adresser à ce parterre prestigieux comprenant l'un des dirigeants les plus illustres d'Afrique, le président Festus Mogae du Botswana. Le président Kufuor m'a demandé de transmettre ses salutations chaleureuses à l'ensemble d'entre vous, grands et petits, et de souhaiter à cette réunion qui vise à renforcer les liens entre l'Afrique et le monde extérieur, le plus grand succès.

Nous sommes reconnaissants au gouvernement allemand d'avoir mis à notre disposition des installations aussi agréables pour la conduite de nos délibérations dans cette célèbre ville de Berlin, une ville si évocatrice de souvenirs pour un Africain, et de surcroît pour un Ghanéen célébrant cette année le cinquantième anniversaire de l'indépendance de son pays, premier pays à conquérir sa liberté en mettant fin à la domination britannique, un événement qui a ouvert la voie de la décolonisation et de la libération de l'Afrique. Nous nous souvenons que c'est ici, à la fin du XIXe siècle, que les grands dirigeants européens de cette époque, Otto von Bismarck et Benjamin Disraeli, se sont retrouvés à la Conférence de Berlin de 1886 pour diviser et se répartir notre continent, apposant ainsi un sceau officiel sur les futures périodes de colonialisme et d'impérialisme. Nous nous souvenons aussi de la chute du mur de Berlin – sans aucun doute l'un des moments catalyseurs du XXe siècle – marquant la réunification de l'Allemagne et une énorme avancée pour la liberté et l'égalité de tous les peuples du monde. J'ai la certitude que 1989, année de

la chute du mur de Berlin, entrera dans l'histoire européenne comme une date aussi fondamentale pour le progrès de l'humanité que 1789, année de la Révolution française. C'est pourquoi il est parfaitement approprié que ce soit dans un tel cadre que nous nous penchions sur l'avenir des relations entre l'Afrique et l'Europe, un sujet au cœur de ce forum de partenariat.

Ce processus périodique d'analyse de ces relations vient particulièrement à-propos cette année puisqu'à la fin 2007, le Sommet Europe-Afrique tant de fois retardé aura enfin lieu au Portugal, pendant la présidence portugaise de l'UE. En préparation de ce sommet, le président de l'UA, le président Kufuor, a d'ores et déjà rencontré à Lisbonne les dirigeants portugais, le président Anibal Cavaco SILVA et le premier ministre José SOCRATES, pour décider de la date et du programme du sommet. Le principal résultat de ce Sommet sera, nous l'espérons, l'adoption d'un document consensuel présentant les grandes lignes du futur partenariat entre l'Europe et l'Afrique, adapté au contexte du XXI^e siècle.

Il est clair qu'une nouvelle relation, différente de celle qui a été en vigueur pendant les cinq cent dernières années, doit être forgée entre nos deux continents pour que notre partenariat puisse relever efficacement les défis de la mondialisation et les impératifs du moment. En bref, l'Afrique ne peut plus continuer d'être un simple fournisseur de matières premières à l'Europe, son principal partenaire commercial et économique ni, de fait, celui de tout autre continent, si elle veut échapper aux tentacules handicapantes et déshumanisantes de la pauvreté de masse. Le défi majeur que doit relever la génération actuelle d'Africains est d'accomplir la transformation structurelle des économies de leurs pays pour pouvoir rivaliser avec nos concurrents dans l'économie mondialisée et être, comme les autres, des bénéficiaires de la mondialisation et non plus ses victimes. Par l'adoption de cette Stratégie commune, le Sommet marquera la reconnaissance par l'Europe des exigences de cette nouvelle relation et sa décision d'accompagner l'Afrique sur cette voie de l'égalité et des avantages partagés. L'industrialisation du continent est à l'ordre du jour, et nous accueillons avec joie la participation de l'Europe à ce projet pour que, après tant d'années de souffrance, les masses africaines sortent enfin de la pauvreté et de leur retard.

La transformation économique que nous envisageons pour le continent africain passera par l'amélioration de la qualité de notre gouvernance politique et économique et par l'accélération du processus d'intégration politique et économique

des nations de notre continent. Il ne fait guère de doute que l'avenir de la planète réside dans les interactions entre les différents continents. Nous en sommes convaincus et c'est pourquoi le prochain Sommet de l'UA à Accra sera essentiellement consacré à une seule et unique question – le Grand débat sur la possibilité d'un gouvernement d'union pour l'Afrique, autrement dit la définition des mesures que nous devons prendre pour renforcer et accélérer le processus d'intégration en vue de réaliser l'unité de l'Afrique. La voix d'une Afrique unie ne manquera pas de renforcer le poids de l'Afrique dans les affaires contemporaines internationales.

La qualité de la gouvernance en Afrique s'est considérablement améliorée au cours des dix dernières années. Les élections démocratiques, organisées dans le respect des principes de la responsabilité démocratique, des droits de l'homme et de l'état de droit, y sont devenues la norme, et non plus l'exception. Le processus de consolidation démocratique est actuellement tellement fort que l'Afrique d'hier, l'Afrique des régimes autoritaires et ses violations massives des droits de l'homme, est fort heureusement remplacée par une Afrique à la politique plus saine, où les valeurs et les cultures démocratiques ont aujourd'hui une véritable emprise. Le résultat prévisible de cette évolution est la résolution progressive des conflits en cours, ainsi que nous l'avons vu en Sierra Leone, au Liberia, en Guinée Bissau, au Burundi et en RDC. La Côte d'Ivoire semble en passe de rejoindre ce groupe.

Persistent néanmoins les problèmes apparemment insolubles de la violence et de l'instabilité en Somalie, la violence meurtrière perpétrée à l'encontre de la population sans défense de la région du Darfour au Soudan qui a conduit au massacre de milliers de personnes et au déplacement tragique de quelque deux millions de personnes, ainsi que la question de la gouvernance démocratique au Zimbabwe. L'UA, notre nouvelle organisation continentale, et la SADC, l'organisation régionale de l'Afrique australe, ont démontré leur détermination à s'attaquer à ces problèmes. Nous restons confiants que, malgré leur difficulté, nous allons, avec le soutien et la coopération de nos amis et partenaires du monde entier, trouver à ces problèmes des solutions acceptables qui renforceront la paix, la stabilité et l'évolution démocratique du continent. Bientôt les armes seront largement réduites au silence en Afrique.

Dans la même veine, des progrès considérables ont été accomplis dans la gestion des économies des pays d'Afrique. Une conscience renforcée de l'importance des

fondamentaux économiques a conduit à une amélioration des perspectives macroéconomiques pour de nombreuses économies africaines. Mon propre pays, le Ghana, par exemple, s'est éloigné de la situation de déséquilibre qui prévalait il y a sept ans, lorsque le Président Kufuor est arrivé au pouvoir. Le taux d'inflation d'environ 40 % a été réduit à 10 % ; les taux d'intérêt prohibitifs de 50 % ont été ramenés sous la barre des 17-18 % ; et la chute libre de notre devise a été remplacée par la plus longue période de stabilité de change de notre histoire. En conséquence, les taux de croissance du PIB dans la région étaient de 6 % au cours des quatre dernières années et tout porte à penser que nous allons systématiquement être en mesure d'atteindre des taux de croissance de 8 %, lesquels nous permettront de réaliser notre objectif national de devenir un pays à revenus moyens au cours de la prochaine décennie. L'intérêt des investisseurs, à la fois nationaux et étrangers, pour le Ghana, est devenu très fort, ce qui est de bon augure pour notre avenir.

Ces quelques bonnes nouvelles d'Afrique ne doivent cependant pas cacher la triste réalité : notre continent est le seul continent au monde où la majorité des pays ne pourra pas, selon les projections actuelles, réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les arguments plaidant pour de vastes efforts coordonnés d'aide internationale à l'Afrique restent tout aussi valables que par le passé, au nom de notre humanité commune. Nous sommes cependant contraints de constater que de nombreuses promesses faites à cet égard sont plus souvent oubliées qu'elles ne sont tenues. Le célèbre engagement des pays à consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide officielle au développement n'a été respecté ; de même, les engagements pris à Gleneagles n'ont pas été tenus. De notre côté, nous pouvons seulement espérer que tout accord trouvé au prochain Sommet du G8 qui aura lieu ici en Allemagne, à Heiligendamm aura un destin plus heureux que ses prédécesseurs.

Pour autant que le travail de forums tels que celui-ci, le Forum pour le Partenariat avec l'Afrique, est pertinent pour le processus de coopération pour la survie de l'Afrique et sa croissance future, il est évident qu'en dernière analyse, la prospérité du continent dépendra du dur travail, de l'ingéniosité, de la créativité, du dynamisme et de l'esprit d'entreprise que l'Afrique arrivera à mobiliser pour elle-même.

Il y a à cet égard une raison de se réjouir. Je fais ici allusion à l'initiative, montée à la suggestion de l'Afrique du Sud, visant à collecter par le biais des fonds de pension de plusieurs pays africains – l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Sénégal, le Ghana et

d'autres – des capitaux de lancement pour un montant d'un milliard de dollars environ pour financer la réalisation de plusieurs projets d'infrastructures essentiels qui permettront d'ouvrir le continent au commerce et aux échanges intérieurs et dont l'absence constitue l'un des handicaps majeurs à notre développement rapide. A ce jour, 600 millions de dollars ont déjà été réunis et l'objectif semble en bonne voie d'être atteint. Sa réalisation constituera une étape vitale dans la quête de la prospérité et du progrès par l'Afrique elle-même, un progrès qui lui permettra d'apporter sa propre contribution, unique et indépendante, à l'avancée de la civilisation mondiale.

Je vous remercie de votre attention.

